

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 34/018/2008 – ÉFAI

13 août 2008

AU 223/08 Craintes pour la sécurité

GUATÉMALA Amilcar de Jesús Pop Ac (h), président de l'Association d'avocats mayas

Amilcar de Jesús Pop Ac a été menacé de mort, une arme braquée sur lui, par des hommes masqués. Il semble que ces menaces soient liées à ses activités en tant que président de l'Association d'avocats mayas. Sa vie est menacée.

Dans la soirée du 1^{er} août, alors qu'il traversait la capitale, Guatémala, au volant de sa voiture, Amilcar Pop a été suivi par un pick-up blanc dépourvu de plaques d'immatriculation. Le pick-up a accéléré, barré la route à son véhicule et l'a forcé à freiner brutalement, une manœuvre qui lui a valu de se blesser. Deux hommes masqués armés de pistolets sont descendus du pick-up et ont tenté de forcer les portières de sa voiture, en hurlant : « *Tu n'apprends pas* ». Ils ont également crié : « *On va te tuer, tu es déjà mort. Ce n'est pas un problème pour nous de te loger quelques balles dans le corps et de t'envoyer dans l'autre monde.* » Amilcar Pop a réussi à s'enfuir en accélérant et les hommes l'ont poursuivi pendant plus de trente minutes. Pensant avoir semé ses agresseurs, il s'est rendu dans un hôpital local pour faire soigner les blessures causées par son freinage brutal. En entrant, il a regardé à travers la vitre et s'est aperçu que les hommes le suivaient toujours, et qu'ils avaient garé le pick-up derrière sa voiture. À son départ de l'hôpital, le lendemain à l'aube, le pick-up était parti.

Des appels de menaces ont été passés au domicile d'Amilcar Pop. En mai 2007, son épouse a répondu à l'un d'eux, pour entendre : « *Vous vous mettez dans de sales draps, faites attention, on va tuer votre mari.* » Amilcar Pop a communiqué aux autorités le numéro de téléphone de l'auteur de cet appel et déposé une plainte officielle. L'enquête ouverte par le ministère public n'a pas progressé à ce jour.

Amilcar Pop pense que ces menaces sont liées aux activités qu'il mène aux côtés de populations indigènes dans la municipalité de San Juan Sacatepéquez, près de Guatémala. Ces dernières années, l'Association d'avocats mayas a aidé des communautés de San Juan Sacatepéquez à faire valoir leur droit d'être consultées sur la construction d'une usine de ciment dans la région. En juin, après un homicide manifestement lié au conflit suscité par ce projet, le président guatémaltèque a proclamé l'état d'urgence dans la région de San Juan Sacatepéquez.

En novembre 2007, après avoir été menacés à plusieurs reprises, les membres de l'Association d'avocats mayas et les responsables de la communauté de San Juan Sacatepéquez ont demandé à la Commission interaméricaine des droits de l'homme d'ordonner au gouvernement guatémaltèque d'assurer leur sécurité.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous inquiet pour la sécurité d'Amilcar Pop, de sa famille et des autres membres de l'Association d'avocats mayas ;
- priez le président et le ministre de l'Intérieur de veiller à ce que des mesures immédiates soient prises pour assurer la sécurité d'Amilcar Pop, en respectant strictement ses souhaits ;
- demandez au procureur général d'ordonner immédiatement la conduite d'une enquête approfondie et menée dans les meilleurs délais sur ces menaces, de rendre publiques les conclusions de ces investigations et de déférer à la justice les responsables présumés ;
- rappelez aux autorités qu'en vertu de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales

universellement reconnus, les défenseurs des droits humains sont en droit de mener librement leurs activités sans crainte de représailles.

APPELS À :

Président du Guatemala :

Lic. Álvaro Colom

Casa Presidencial, 6ª Avenida, 4-18, Zona 1.

Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 2221 4423

+ 502 2238 3579

Formule d'appel : Estimado Sr. Presidente, / Monsieur le Président,

Procureur général et responsable du ministère public :

Lic. José Amílcar Velásquez Zárate

Fiscal General de la República y Jefe del Ministerio Público

8ª Avenida 10-67, Zona 1, Antiguo Edificio del Banco de los Trabajadores,

Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 2411 9124/

+502 2411 9326

Formule d'appel : Estimado Sr. Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,

Ministre de l'Intérieur :

Francisco José Jiménez Iruugaray

Ministro de Gobernación

6ª Avenida 13-71, Zona 1,

Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 2413 8658

Formule d'appel : Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Association d'avocats mayas :

Asociación de Abogados Mayas

10 avenida 10-58 zona 1

Ciudad de Guatemala, Guatemala

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 24 SEPTEMBRE 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.